# La mise en conformité des traitements de données personnelles en SHS : bases épistémologiques pour la négociation

#### THOMAS SOUBIRAN

Ceraps (UMR 8026 CNRS - Université de Lille)

## Colloque inaugural de la PUD-GA

Grenoble, 13 septembre

### Introduction

- la mise en œuvre du cadre juridique applicable au traitement de données à caractère personnel (DCP)
- implique la mise en conformité des traitements
- ainsi que l'obligation, pour le responsable de traitement (RdT), d'enregistrer ses traitements au registre de son délégué à la protection des données (DPD) désigné
- la présentation portera sur la mise en conformité des traitements en SHS
  - en référence aux traitements numériques
  - et, plus particulièrement, l'enquête par questionnaire
- dans la perspective de leur enregistrement

#### Note:

La présentations est en partie issue d'une série de présentations disponibles qui développent, entre autres, les aspects réglementaires et les mesures à adopter : https://pro.univ-lille.fr/thomas-soubiran/publications/#dcp

#### Introduction

 la présentation se focalisera sur la mise en œuvre de trois des grands principes de la réglementation

information, finalité, proportionnalité et de pertinence

- selon deux axes :
  - d'une part, ce que vous pourrez faire dépendra de votre capacité à le motiver
  - d'autre part, les principes de la réglementation et les démarches qu'elle implique
    - ne sont pas nécessairement orthogonaux à la préparation des enquêtes
    - et que les principes de la réglementation peuvent aussi renvoyer à certains débats récurrents dans différentes disciplines
  - autrement dit, on peut dessiner une « épistémologie » (implicite) de la réglementation
    - ▶ ~la personnalité des objets

nommé ainsi faute d'avoir trouvé un terme générique dans la littérature

- la définition de l'objet : le raisonnement hypothético-déductif
- l'opérationnalisation des hypothèses : le principe de parcimonie
- l'adéquation avec la réglementation dépendant toutefois des parti-pris adoptés

TIMTWOTOO

## Plan

- 1. Introduction
- 2. Les grands principes de la réglementation
- 3. Principe d'information des personnes
- 4. Principes de finalité des traitements et de minimisation des données
- 5. Le principe de parcimonie
- 6. Application du principe de minimisation des données
- 7 Conclusion
- 8. Bibliographie

Les grands principes de la réglementation

# Récap : les grands principes de la réglementation

#### Les grands principes de la réglementation sont :

#### ▶ information :

les personnes doivent être en mesure de décider de l'utilisation des informations les concernant

#### ► limitation de la finalité :

les données doivent être traitées de façon compatible avec une finalité précise

#### minimisation des données :

seules les informations strictement nécessaires à la réalisation de la finalité doivent être traités

#### ► limitation de la conservation :

une fois la finalité réalisée, les informations doivent être détruites ou anonymisées

#### protection dès la conception (privacy by design) :

la protection des personnes et la sécurité des données doit être intégrée dès la conception du traitement

## La mise en conformité du traitement

- la mise en conformité du traitement consiste trouver la traduction de ces principes pour chaque traitement
- les principes sont volontairement très abstraits
  - > si la réglementation n'apparaît pas comme pensée pour les sciences sociales
  - c'est qu'elle n'a été pensée pour aucune application en particulier
  - ou presque...

la réglementation est parcimonieuse dans ses principes (cf. p. 27)

- toute la difficulté de la mise en conformité réside donc dans la traduction pratique de ces principes
  - la généralité des principes permet une certaine souplesse dans l'application de la réglementation

afin de pouvoir s'adapter à la multiplicité des traitements

mais la généralité confère parfois au flou. . .

## The Soft Machine

- le cadre applicable aux DCP est un exemple de droit « souple »
  - ~règles de droit qui n'ont pas de caractère obligatoire (oxymore?)
- ▶ en effet, son application repose notamment sur la CNIL
  - qui dispose (droit « dur ») de pouvoirs
    - de contrôle
    - de sanction
    - qui ont de plus été renforcés par le RGPD et la loi protection des données
  - mais repose aussi (droit « souple »)
    - sur les préconisations de la CNIL
    - ainsi que ses certification
      - des personnes, des produits et des systèmes de données ou de procédures
    - et encore ses délibérations
  - ▶ qui forment la doctrine de la CNIL
  - ▶ et n'ont aucun caractère obligatoire

## La doctrine de la CNIL

- ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas prêter attention à la doctrine de la CNIL
  - de par la généralité du cadre applicable aux DCP
  - cette doctrine est fondamentale dans son application
  - dans les faits, la mise en conformité nécessite de se référer à la doctrine de la commission
- mais, les SHS se distinguent surtout par leur (quasi-)absence dans la doctrine de la CNIL
  - de par le faible intérêt suscité par la protection des données depuis 1978 avec des nuances, particulièrement disciplinaire (-cf. démographie du fait de l'INED)
  - comme le montre l'analyse thématique des délibérations de la CNIL
- ce qui complique d'autant plus la mise en conformité
  - car les délibérations, préconisations,... portent le plus souvent sur des traitements très éloignés des SHS
  - ► cf. Soubiran (2019b) pour plus de détail sur l'analyse

# Principe d'information des personnes

# Le sujet de l'objet

- ▶ en SHS, les enquêtés peuvent être des :
  - « individus »
  - « agents »
  - « acteurs »
  - « actants »
  - ou encore, un « terrain », un « matériau »
  - ▶ ad lib...

enquêtés est ici entendu au sens large : ceux sur qui les informations sont collectées

- du point de vue de la réglementation, les enquêtés sont des personnes :
  - ▶ ils sont dotés d'une personnalité juridique
  - et sont titulaires de droits et de devoirs

## Le sujet de l'objet

- la particularité de la réglementation sur les DCP étant que :
  - ce sont les personnes concernées qui ont des droits
     explicitement listés dans le RGPD
  - et c'est le responsable de traitement qui a des obligations
     tout aussi explicitement listées dans le RGPD ainsi que les sanctions encourues pour leur non-respect
- ▶ donc, pas de rupture épistémologique possible ici (« malédiction »², BOURDIEU, CHAMBOREDON et PASSERON (1968))
  - ▶ non seulement, les objets parlent
  - mais, en plus, ils ont des droits

mais ceci ne concerne bien évidemment que le traitement et ne contraint pas les interprétations

# Informationelle Selbstbestimmung

- les personnes ont, en premier lieu, droit à l'autodétermination informationnelle
  - LIL art. 1: Les droits des personnes de décider et de contrôler les usages qui sont faits des données à caractère personnel les concernant et les obligations incombant aux personnes qui traitent ces données s'exercent dans le cadre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 [...] et de la présente loi.
- de ce principe découle tous les autres droits
- de ce point de vue, la question de l'information des personnes sur les traitements les concernant est primordiale
  - l'application de la réglementation ne s'identifie pas à l'obtention consentement on peut d'ailleurs s'en passer dans certains cas (d'autres fondements juridiques sont envisageables)
  - il est par contre beaucoup plus difficile de s'affranchir plus ou moins partiellement de l'obligation d'information des personnes
  - c'est toutefois envisageable pour les traitements à des fins de recherche scientifique
    - il peut même être –théoriquement du moins– envisageable de ne pas décrire précisément la recherche
  - mais sous conditions

# Exemple : les collectes de données manifestement rendues publiques par la personne concernée

- ▶ le responsable de traitement est soumis à une obligation d'information des personnes (RGPD art. 14 § 1)
- mais pas besoin de consentement, même pour les données sensibles
  - sous conditions
- ces informations doivent être fournies dans un délai raisonnable après avoir obtenu les données à caractère personnel, mais ne dépassant pas un mois RGPD art. 14 § 3 (a)

**Exemple**: les collectes de données manifestement rendues publiques par la personne concernée

néanmoins, ces obligations ne s'appliquent pas dans les cas suivants (RGPD art. 14 § 5) :

- lorsque l'information est impossible ou exige des efforts disproportionnés en particulier pour les traitements à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques
- si l'information des personnes est susceptible de compromettre gravement la réalisation de la finalité du traitement

**Exemple**: les collectes de données manifestement rendues publiques par la personne concernée

dans ces cas de figure,

- ▶ le responsable de traitement doit prendre les mesures appropriées pour protéger les droits et libertés ainsi que les intérêts légitimes de la personne concernée
- lorsque l'information des personnes est impraticable, la CNIL recommande de fournir une information générale, par exemple sous forme de mention sur le site

**Exemple**: les collectes de données manifestement rendues publiques par la personne concernée

dans ces cas de figure,

- le responsable de traitement doit prendre les mesures appropriées pour protéger les droits et libertés ainsi que les intérêts légitimes de la personne concernée
- lorsque l'information des personnes est impraticable, la CNIL recommande de fournir une information générale, par exemple sous forme de mention sur le site

**Questions**: pour les traitements en SHS, qu'est-ce qui constitue des efforts disproportionnés, qu'est-ce qui est reconnu comme pouvant compromettre gravement la réalisation de la finalité du traitement,...?

## R.A.T.

#### conjecture:

- l'autodétermination informationnelle est une déclinaison du choix rationnel
  - maximiser sa fonction d'utilité nécessite (notamment) une information parfaite des individus
  - or, le traitement crée une situation d'asymétrie d'information entre le responsable de traitement et les personnes concernées
  - la réglementation vise à rétablir la symétrie de l'information entre la personne concernée et le responsable de traitement
  - pour qu'ils puissent décider de façon à maximiser leur fonction de confidentialité
- la discussion de ce point dépasse le propos de cette présentation

mais « privacy paradox »,...

Principes de finalité des traitements et de minimisation des données

#### Fin de traitements

#### Pour être conforme, un traitement se doit de répondre à une fin (et une seule) :

- Les données à caractère personnel doivent être [...] collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (RGPD art. 5 § 1 (a), LIL art. 4 § 2)
- principes de finalité et de limitation de la finalité

#### De plus,

- Les données à caractère personnel doivent être [...] adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (RGPD art. 5 § 1 (c), Lil art. 4 § 3)
- principe de minimisation des données
  - ou encore principes de proportionnalité et de pertinence au regard de la finalité

# Principe de finalité

 tout traitement de données personnelles doit répondre un but précis (« déterminé »)

la question n'est pas seulement ce qui va être collecté mais aussi ce qui va en être fait et dans quel but

- le principe de finalité est la pierre angulaire de la mise en œuvre de la réglementation
- car de la finalité découle :
  - ce qui peut être collecté
    - seules les données directement en lien et strictement nécessaires à la réalisation finalité du traitement peuvent être recueillies
    - chaque information qui va être collecté doit donc être motivé et justifié au regard des objectifs poursuivis
  - et les opérations qui peuvent être réalisées sur les données collectées
  - l'information des personnes
  - ainsi que la durée de conservation,...

Note : une « finalité recherche » n'est pas une finalité suffisamment déterminée et explicite pour rendre un traitement conforme

les données collectées en sciences sociales et leur utilisation sont, dans les faits, **trop diversifiées** pour être considérées comme déterminées et explicites

# L'enquête en questions

Pour entreprendre des démarches IL, il faut être en mesure de répondre précisément aux questions suivantes :

- qui : quel(s) est|sont le(s) responsable(s) de traitement (RdT), les destinataires de données
- quoi : quels renseignements seront collectés et auprès de qui
- pourquoi : quelles sont les finalités (modus essendi)
- quand, où, comment : quelles sont modalités de collectes (modus operandi)
- pendant combien de temps : limitation de la durée de conservation des données

**Avec une question (non-)subsidiaire** : quels sont les **effets** que le traitement de DCP peut avoir sur les personnes concernées

# L'enquête en questions

#### Autrement dit, pour enregistrer un traitement, il faut être au clair sur :

- la finalité : la problématique précise, la population enquêtée
- les moyens de la collecte : entretiens, questionnaires, aspirations de données, . . .

et fournir tous les éléments correspondants : grille d'entretien, questionnaires, . . . et pouvoir justifier de leur proportionnalité et de leur pertinence

- ainsi que les éventuels transferts et croisement de données
- mais aussi avoir identifié :
  - ► le(s) responsable(s) de traitement

notamment pour déterminer le DPD compétent

- les destinataires de données
- les partenaires
- sous-traitants
- et réaliser une étude d'impact

en n'oubliant pas les publications, rediffusion de base de données, . . .

## La fin justifie les moyens

- au regarde de ce qui se précède, les démarches IL ne se rajoutent pas à l'enquête
  - dans le sens où la préparation de l'enregistrement procède d'une démarche homologue à la préparation de l'enquête
  - ▶ par contre, la mise en œuvre d'autres principes nécessitent des actions spécifiques particulièrement pour ce qui est de la sécurité des données et des systèmes d'information
- d'autre part, la question n'est pas tant de savoir ce qu'il est possible (ou pas) de faire
  - mais plutôt de votre capacité à motiver ce que vous voulez faire et comment
  - sous différentes conditions (licéité, proportionnalité et pertinence,...)
     bien évidemment, tout n'est pas possible
  - b de ce fait, lors de l'enregistrement, il convient de
    - ne pas se brider a priori
      tout en étant transparent
    - à partir du moment où l'on a défini des objectifs clairs
    - et identifié les moyens pour y parvenir

## Remarques

- l'application de ces différents principes fait pencher la conception et la réalisation du traitement du côté d'une forme faible de l'approche ∼hypothético-déductive
- ▶ plutôt que l'induction
  - il faut d'abord déterminer clairement l'hypothèse que l'on souhaite éprouver ou réfuter – au sens poppérien –
  - pour déterminer ce qui est nécessaire à sa mise à l'épreuve
  - et cela vaut pour un questionnaire comme une grille d'entretien
- l'application stricte de ce principe peut, parfois, se révéler problématique dans certains cas
  - une finalité monographique (ou prosopographique) est, de ce point de vue, un oxymore
  - le RGPD ménage toutefois quelques marges pour les traitements à fin de recherche (c33)
    - « il n'est pas possible de cerner entièrement la finalité du traitement des données à caractère personnel à des fins de recherche scientifique au moment de la collecte des données »
  - mais sous quelles conditions?

- ▶ l'approche ~hypothético-déductive permet d'esquisser une convergence entre la préparation de l'enquête et l'enregistrement du traitement
- les principes de finalité et de proportionnalité + pertinence peuvent aussi être reliés au principe de parcimonie
- ce principe est souvent associé au « rasoir » d'Ockham et à la formule :
  - « pluralitas non est ponenda sine necessitate » (les multiples ne doivent pas être utilisés sans nécessité)
- ▶ il s'agit d'un principe d'abord heuristique
  - qui pose qu'entre plusieurs hypothèses
  - l'hypothèse la plus simple est préférable
    - simple et non simpliste
  - ▶ si elle apparaît suffisante
- le principe n'est pas qu'heuristique, la parcimonie permettant d'analyser certains processus (physiques ou biologiques)

Ce principe a de nombreuses expression dans différentes disciplines comme, p. ex., dans les sciences de la nature (SOBER (2015)):

#### Newton

- Mathematical Principles of Natural Philosophy
  - « we are to admit no more causes of natural things than such as are both true and sufficient to explain their appearances »
- ce n'est pas la peine d'en rajouter

#### Einstein

- On the Method of Theoretical Physics
  - « it can scarcely be denied that the supreme goal of all theory is to make the irreducible basic elements as simple and as few as possible without having to surrender the adequate representation »
- apocryphe?
  - « everything should be made as simple as possible, but not simpler »
- I'hypothèse la plus parcimonieuse peut être complexe

la simplicité est relative. . .

- ces raisonnements ont leur pendant en statistique
- notamment dans la question de la sélection des modèles
- un modèle trop complexe fait en effet courir le risque de surajustement surapprentissage
  - le modèle « colle » alors trop bien aux données
  - ▶ et masque la structure des données
  - en modélisant du bruit
  - et s'ajustera donc mal à des données similaires conduisant à des inférences erronées
  - qui trop s'ajuste mal prédit

## Critères d'information

- la parcimonie s'incarne dans différentes mesures d'ajustement (BURNHAM et Anderson (2002))
- telles que
  - le critère d'information d'Akaike (AIC)

$$AIC = -2 \ln \hat{L}(\theta) + 2 p \tag{1}$$

avec  $\hat{L}$  le maximum de la fonction de vraisemblance du modèle et p, le nombre de paramètres du modèle

le critère d'information bayésien (BIC)

$$BIC = -2 \ln \hat{L}(\theta) + \ln(n) p \tag{2}$$

avec n, la taille de l'échantillon

- la complexité est mesurée par le nombre de paramètres nécessaires au test de l'hypothèse
- dans le cas où deux hypothèses différentes ont la même (log-)vraisemblance
- ces mesures favoriseront le modèle consommant le moins de paramètres -ie : l'hypothèse la plus simple

 ces deux formules permettent de faire aussi le lien entre complexité et information disponible

information est ici entendu au sens que la théorie mathématique de l'information lui donne

- par des voies très différentes
  - L'AIC minimise la perte d'information La perte d'information est ici mesurée par le critère d'information de Kullback-Leibler entre le modèle f() et g() le processus ayant généré les données y

$$KLIC(f,g) = \int g(y) \log \left(\frac{g(y)}{f(y)}\right)$$

$$= E_{\sigma}[g(y)] - E_{\sigma}[f(y)]$$
(4)

g() est évidemment inconnue. Toutefois, le premier terme de (4) est constant pour tous les modèles. L'AIC peut alors être obtenu en réalisant une expansion de taylor du second terme de (4).

le BIC minimise la longueur de la description
Du point de vue de la MDL, le meilleur modèle est en effet celui qui permet l'encodage le plus court des données. Le BIC a toutefois été dérivé par d'un point de vue bayésien qui consiste à maximiser la probabilité postérieure d'un modèle conditionnellement aux données

$$P(M_k|\mathbf{y}) = \frac{P(\mathbf{y}|M_k)P(M_k)}{P(\mathbf{y})}$$

en mettant un a priori non informatif sur  $P(M_k)$ .

- - = - = - 9ac

►  $-2ln g(y|\hat{\theta})$  sert d'estimateur biaisé à

$$d(\hat{\theta}) = E_g[-2\ln f(y|\theta)]|_{\theta=\hat{\theta}}$$

qui mesure la séparation entre le modèle génératif g(y) et le modèle estimé  $f(y|\hat{ heta})$ 

et le biais

$$E_g[d(\hat{\theta})] - E_g[-2\ln f(y|\hat{\theta})]$$

peut être estimé par 2 p

 la correction peut être approchée de la formule du calcul de la variance (non-biaisée) de l'échantillon

$$s^2 = \frac{n}{n-1}\sigma^2$$

- ▶ AIC et BIC peuvent être reliées à une autre définition de l'information
- en l'effet, leur dérivation font intervenir l'information de Fisher *I*(θ) (CAVANAUGH et NEATH (2011), NEATH et CAVANAUGH (2012))
  - $\mathcal{I}(\theta)$  mesure la quantité d'information qu'une variable X apporte à un paramètre  $\theta$
  - lacktriangle elle est définie comme la variance de la fonction de score  $s( heta) = rac{\partial \ln L( heta)}{\partial heta}$

$$\mathcal{I}(\theta) = E\left[\left(\frac{\partial}{\partial \theta} \ln f(X\theta)\right)^2 \middle| \theta\right] \tag{5}$$

$$= E \left[ \left. \frac{\partial^2}{\partial \theta} \ln f(X\theta) \right| \theta \right] \quad \text{si } f() \text{ est deux fois diffentiable} \tag{6}$$

**Note** :  $V(\theta) \geq \mathcal{I}(\theta)^{-1}$  avec une égalité lorsque f() est la fonction ayant généré les données

- ▶ dans (1) et (2),  $\mathcal{I}(\theta)$  disparaît
- mais demeure dans d'autres versions de p. ex. l'AIC
- ▶ telle que le GAIC (Generalized Akaike Information Criterion)

$$\mathsf{GAIC} = -2\ln\hat{L}(\theta) + 2\operatorname{tr}(Q(\hat{\theta})^{-1}\mathcal{I}(\hat{\theta}))$$

avec

$$Q(\hat{\theta}) = -\frac{1}{n} \sum_{i=1}^{n} \frac{\partial^{2}}{\partial \theta \partial \theta^{\top}} \ln f(y_{i}; \hat{\theta}) \quad \mathcal{I}(\hat{\theta}) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^{n} \left( \frac{\partial}{\partial \theta} \ln f(y_{i}; \hat{\theta}) \frac{\partial}{\partial \theta} \ln f(y_{i}; \hat{\theta})^{\top} \right)$$

ce critère est dit robuste dans le sens où, lorsque le modèle est correctement spécifié,  $Q(\theta) = \mathcal{I}(\hat{\theta})$  et  $\operatorname{tr}(Q(\theta)^{-1}\mathcal{I}(\theta)) = p$ . Le GAIC est alors égal à l'AIC. Il est de plus identique à l'AIC en population finie (-ie : données de sondages probabilistes) dans le cas du tirage aléatoire simple (LUMLEY et SCOTT (2015)).

ou du BTC

- ces critères permettent de relier complexité des hypothèses et quantité d'information disponible pour les tester
- et illustrent le principe (simple...) que, plus une hypothèse est complexe, plus elle demande de l'information pour la tester
  - on ne peut tester que des hypothèses aussi complexes que les données le permettent
  - le rejet d'une hypothèse plus complexe se fait donc au regard des données disponibles – cf. réfutabilité
  - la complexification du modèle rajoute de l'incertitude

arbitrage biais-variance

- on peut certes adapter la taille de l'échantillon à la complexité des hypothèses
   en lien avec la complexité des hypothèses et la variance des variables mobilisées pour la tester (puissance des tests)
- mais on est toujours contraint à la parcimonie au regard de l'information disponible
  - car le recueil de l'information a un coût pas seulement monétaire
  - qui limite la quantité d'information disponible globalement
  - cf. Soubiran (2017) dans le cas des données auxiliaires



# Parcimonie, proportionnalité et pertinence

- le principe de minimisation des données n'est donc peut-être pas si contraignant qu'il n'y paraît
  - le principe de parcimonie permet d'envisager des critères d'adéquation et de pertinence au regard de la finalité
  - en reliant les hypothèses et l'information nécessaire pour les tester

du moins sur le principe, la pratique peut se révéler plus ardue - cf. après

- la référence au principe de parcimonie permet aussi de modérer une application trop drastique du principe de minimisation
  - on observe en effet rarement directement ce que l'on souhaite mesurer profession, attitudes,...
  - ce qui peut impliquer de collecter un nombre conséquent de renseignements sur les personnes interrogées
  - de plus, les analyses portant sur des données non-expérimentales
  - lest nécessaires d'introduire des variables de contrôle
    - + questions de l'endogénéité des variables, . . .
  - qui ne se pas liées directement aux hypothèses

### Les concupiscences

- en résumé, la mise en conformité des traitement nécessite en premier lieu
  - de se concentrer sur un nombre limité d'hypothèse précises
  - et de déterminer précisément ce qui est nécessaire pour les tester
- à mon avis, de ce point de vue,
  - l'application de la réglementation permet d'aller contre certains penchants lors des collectes de données
  - qui conduisent notamment à multiplier les thèmes abordés dans les questionnaires
  - parfois même sans les problématiser a minima
  - et donc sans pouvoir déterminer ce qui est précisément nécessaire pour répondre à la question
  - ne collectant donc pas assez d'information pour y répondre
  - ▶ ce qui conduit à des questionnaires trop longs et trop imprécis
  - ne prenant pas en compte les conditions de passation des questionnaires
  - et où, à force de vouloir dresser des grands tableaux,
  - on ne peut distinguer ni le détail, ni l'ensemble

Application du principe de minimisation des données

## Principes de proportionnalité et pertinence

► The Name of the Game : vous faire collecter le moins d'informations possible (minimisation des données)

avoir de (bonnes) raisons (clairement définies) de collecter des données ne suffit pas

- en pratique, c'est un des aspects les plus délicat de l'application de la réglementation en sciences sociales :
  - dépasse l'aspect procédural
  - ▶ peut toucher au contenu des recherches elle-mêmes
  - particulièrement lors de la collecte de données sensibles
- car, même si on peut trouver des convergences de principe (cf. supra)
  - le principe est généralement de façon très restrictive
  - la difficulté étant alors d'établir ce qui peut être considéré comme proportionné et pertinent pour une recherche
  - ▶ en l'absence des SHS dans la doctrine de la CNIL
  - qui peut conduire les DPD à adopter des positions défensives

la première mission du DPD est la protection juridique de son établissement

#### La minimisation des données

#### Exemple : la limitation du croisement des données

- ne se limite pas aux croisement de source (p. ex. des bases des données)
- et peut conduire à un cloisonnement thématique
- cas pratique (tiré d'un cas concret) : enquêtes par questionnaire sur les déplacements
  - l'application stricte du principe de minimisation impliquerait de ne collecter des renseignements exclusivement sur les déplacements (fréquence, modes de transports....)
  - et exclurait donc la collecte d'autres informations comme, p. ex., la composition du ménage
  - néanmoins, on peut ici arguer que, p. ex., les caractéristiques du ménage (sa composition, ses revenus,...) ont un effet sur les déplacements pour établir la proportionnalité et la pertinence de la collecte d'information sur le ménage et les individus qui le compose relativement à la finalité
- autre cas : les indicateurs

**Exemple :** propriété du logement, équipements du ménage (réfrigérateur, bibliothèque,...)

### La minimisation des données

#### Cas pratique (plus délicat) : la religion

- là aussi, l'application stricte du principe de minimisation impliquerait que l'on ne puisse poser des questions relatives aux pratiques religieuses des individus que dans le cadre d'enquêtes sur les pratiques religieuses
- or, d'un point de vue sociologique, la religion apparaît comme un fait social total et touche donc à de nombreux autres domaines comme la fécondité, l'éducation, les consommations, la participation politique et associative...
- ainsi, l'étude de la religion implique souvent de s'intéresser à d'autres pratiques et, réciproquement, l'études de certaines pratiques nécessite parfois l'intégration de la dimension religieuse

### La minimisation des données

#### Problèmes:

- tout ce qui a trait à la religion est considéré comme une donnée sensible
- encore mieux (ou pire) : cas où la réalisation de la finalité nécessite de croiser pratiques religieuses et pratiques politiques (autres données sensibles)

Exemple: analyse du vote

#### Toutefois, dans ce cas particulier,

- on ne peut que se féliciter de ce que G. Michelat et M. Simon aient réalisé leurs enquêtes AVANT le vote de la LIL
- et permettent d'étayer la proportionnalité et la pertinence de la collecte et du traitement de données liant pratiques politiques et religieuses
- préparez-vous néanmoins à devoir batailler. . .

La finalité des traitements (et surtout leur indétermination) peut parfois causer des difficultés dans les démarches relatives aux données à caractère personnel :

- ▶ il ne s'agit cependant pas du point le plus problématique avec des contre-exemples comme « l'origine » des personnes (cf. SOUBIRAN (2019a)), mais la question dépasse la réglementation sur les DCP
- sous condition que vos interlocuteurs aient une familiarité suffisante avec les enquêtes en sciences sociales

Mais, en règle générale,

la proportionnalité et la pertinence de la collecte constituent un des principaux points d'achoppement dans l'application de la réglementation relative aux DCP en sciences sociales

et ce, particulièrement lorsque la finalité implique la collecte et, *a fortiori*, le croisement de données sensibles

**Note** : il est important de souligner que ce n'est pas toujours le cas et que la proportionnalité et la pertinence des traitements peuvent être établis dans de très nombreuses situations

## L'impact sur les personnes

- comme le montre l'analyse thématique des délibérations de la CNIL,
  - la réglementation vise à protéger les personnes
  - contre l'impact sur elles de traitements (automatisés ou non) se fondant sur leur DCP
  - comme des prises de décisions
    - cf. l'attention portée au profilage
- les finalités en SHS diffèrent des finalités des entités (entreprises, administrations, associations...) qui constituent le gros des délibérations de la CNIL
  - les SHS n'ont généralement pas directement à faire à des administrés, des assurés sociaux, des usagers, des employés, des clients,... mais bien à des enquêtés
- cet aspect ne doit pas être négligé lors des démarche IL
  - pour motiver une application moins drastique du principe de minimisation
  - tout en adoptant les mesures de sécurité adéquates
  - et en gardant à l'esprit que l'absence de prises de décisions ne signifie pas que le traitement soit sans conséquences sur les personnes
    - particulièrement par le biais des publications

## Conclusion

#### **Conclusion**

- la mise en conformité des traitements nécessite en premier lieu
  - de déterminer ce que l'on souhaite montrer
  - et de déterminer ce qui est nécessaire pour en faire la démonstration
- différentes convergences peuvent être notées entre la préparation d'une enquête et la mise en conformité du traitement
  - mais en se gardant d'une application trop drastique du principe de minimisation
- une partie des difficultés dans la mise en conformité proviennent de la (quasi-)absence des SHS de la doctrine de la CNIL
  - mais il est possible d'y remédier

# Merci pour votre attention

# Bibliographie

## Bibliographie I

- BOURDIEU, Pierre, Jean-Claude CHAMBOREDON et Jean-Claude PASSERON (1968), Le métier de sociologue, Les textes sociologiques, Mouton, 431 p.
- Burnham, Kenneth P. et David R. Anderson (2002), *Model Selection and Multimodel Inference*, Statistical Theory and Methods, Springer-Verlag New York, xxvi + 488 p.
- CAVANAUGH, Joseph E. et Andrew A. NEATH (2011), « Akaike's Information Criterion : Background, Derivation, Properties, and Refinements », sous la dir. de Miodrag LOVRIC, Springer Berlin Heidelberg, p. 26-29.
- LUMLEY, Thomas et Alastair Scott (2015), « AIC and BIC for modeling with complex survey data », Journal of Survey Statistics and Methodology, 1, 3, p. 1-18.
- NEATH, Andrew A. et Joseph E. CAVANAUGH (mar. 2012), « The Bayesian Information Criterion: Background, Derivation, and Applications », *WIREs Comput. Stat.* 2, 4, p. 199-203.
- SOBER, Elliott (2015), Ockham's Razors : A User's Manual, Cambridge University Press, x + 314 p.
- SOUBIRAN, Thomas (2017), « Protection des données à caractère personnel et qualité des enquêtes statistiques », journée d'étude APPEL Le cadre juridique applicable aux traitements de données à caractère personnel, Lille, 28 avr. 2017, https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01589980.

## Bibliographie II

- (juil. 2019a), « La réglementation applicable aux données personnelles en SHS », école d'été Quantille 2019, Lille, 24-27 juin 2019, https://pro.univ-lille.fr/fileadmin/user\_upload/pages\_pros/thomas\_soubiran/dcp/qt112019-dcp.pdf.
- (jan. 2019b), « Quarante ans de délibérations de la CNIL », colloque du PIREH Histoire, langues et textométrie, Paris, 1<sup>er</sup>-2 jan. 2019, https://pro.univ-lille.fr/fileadmin/user\_upload/pages\_pros/thomas\_soubiran/dcp/pireh2019--doctrine-presentation.pdf.